



**CONFEDERATION GENERALE DU TRAVAIL DU BURKINA  
(CGT-B)  
FEDERATION DES SYNDICATS NATIONAUX DES TRAVAILLEURS  
DE L'EDUCATION ET DE LA RECHERCHE  
(F-SYNTER)**

Mail : [syntercgtb@yahoo.fr](mailto:syntercgtb@yahoo.fr) / [f.syntercgtb2011@gmail.com](mailto:f.syntercgtb2011@gmail.com) Tél : 70 26 20 29

Ouagadougou, le 1<sup>er</sup> octobre 2024

## **DECLARATION DE RENTREE SCOLAIRE ET ACADEMIQUE 2024-2025**

La rentrée scolaire et universitaire 2024-2025 a lieu au Burkina Faso dans un contexte marqué, au plan international par l'aggravation de la crise du système capitaliste impérialiste. Conformément à sa nature et comme à son habitude, face à la faillite de son système, l'impérialisme installe l'humanité dans des turbulences de la guerre et la montée de partis d'extrême droite et/ou dans la logique de groupuscules obscurantistes dits religieux. Ainsi, la guerre en Ukraine, celle au Proche-Orient dans laquelle l'Etat d'Israël semble avoir tous les droits dont celui même de massacre de populations civiles, celles au Soudan, en RDC, dans la bande du sahel, etc., témoignent de l'abîme vers lequel ce système est capable de précipiter l'humanité. A cela s'ajoutent l'arrivée en tête d'élection de partis d'extrême droite en France, en Argentine, en Hongrie, partiellement en Allemagne, la probabilité d'une nouvelle élection de Trump à la présidence des USA. A coup sûr, cette situation fait courir le risque d'une troisième guerre mondiale. De même, les catastrophes naturelles comme les inondations qui frappent aussi bien l'Europe que l'Afrique ces temps-ci, les épidémies comme la variole du singe survenue quatre ans après celle de la COVID-19, les drames de migrants africains qui surviennent sur la mer ou l'océan, etc., sont des émanations de ce système inhumain et décadent. La situation est davantage plus préoccupante en Afrique du fait de la domination impérialiste sur les pays du continent et partant du pillage de leurs grandes et diverses ressources naturelles, objet de convoitises des puissances impérialistes. Refusant de payer le prix des conséquences de ce système qui ne peut leur assurer un avenir de prospérité et de bonheur, les peuples et la classe ouvrière se mobilisent dans de grandes luttes de par le monde.

Au plan national, la situation demeure préoccupante aussi bien au plan politique, économique que social. En effet, la guerre civile réactionnaire imposée à notre peuple depuis neuf (9) ans a plongé le pays dans une grave crise sécuritaire marquée ces derniers temps par la fréquence et l'ampleur des attaques de groupes armés terroristes. Cela engendre d'énormes tueries aussi bien au sein des Forces de défense et de sécurité (FDS), des Volontaires pour la défense de la patrie (VDP) que des populations civiles. Les récentes attaques qui ont visé un convoi de retour de ravitaillement de la ville de Diapaga dans l'Est et les populations de Barsalogo dans la région du Centre-Nord en plein réalisation de tranchées en sont une illustration. Certes, il n'y a pas eu de communication officielle sur le bilan du massacre de Barsalogo, mais l'onde de choc qu'il a entraîné dans l'ensemble du pays et les nombreux communiqués de condoléances d'organisations aussi bien au niveau national qu'international, de pays frères laissent entrevoir l'importance des pertes en vies humaines. C'est le lieu pour la F-SYNTER de présenter ses sincères condoléances aux familles éplorées, à notre peuple meurtri et de souhaiter un prompt rétablissement aux blessés.

L'organisation d'assises nationales qui a prolongé la durée de la transition de cinq ans à l'issue des deux premières années et la rencontre nationale des « forces vives » initiée par le Capitaine Ibrahim Traoré, Président de la transition, n'ont pas créé la dynamique nécessaire pour vaincre l'hydre terroriste et résoudre conséquemment les autres graves maux auxquels la classe ouvrière et notre peuple sont confrontés. En outre, la remise en cause des libertés démocratique et d'expression caractérisée par des

enlèvements et/ou disparitions de citoyens, soutenue par une vision des soutiens du pouvoir qui cataloguent les Burkinabé en deux camps, celui des « patriotes » et celui des « apatrides », est source d'une véritable fracture sociale. Les réquisitions prises récemment à l'encontre de magistrats, la tentative d'enlèvement du SG de la CGT-B suivie de son licenciement orchestré de toute pièce sont bien illustratifs de cet état de fait. Par ailleurs, les multiples et importants taxes et impôts institués sous le couvert de la situation sécuritaire, l'impossibilité pour de nombreuses populations (chassées de leurs terres ou cantonnées dans des espaces) de mener leurs activités agricoles ou pastorales ainsi que le blocus auquel sont soumises des localités, l'accueil par des familles des nombreuses personnes déplacées internes, etc. ont laminé le pouvoir d'achat des masses et créé une situation humanitaire préoccupante. L'augmentation des prix des produits de première nécessité, le difficile accès au gaz butane dans certaines grandes villes, combinée à cette situation financière des ménages déjà difficile, rendent cette rentrée scolaire et académique cauchemardesque.

Face à ces préoccupations, notre peuple s'organise et engage des luttes qui mobilisent toutes ses composantes sociales. Bien entendu celles-ci ont permis d'obtenir le départ de troupes militaires françaises qui étaient stationnées sur le territoire, il n'en demeure pas moins que le tissu économique du pays reste fortement dominé par des multinationales étrangères, que d'autres bases militaires de puissances impérialistes sont toujours présentes ou se battent pour s'enraciner, que les actions des institutions financières internationales sont toujours bien prégnantes dans tous les domaines de la vie nationale.

La situation critique du pays n'épargne pas le secteur de l'éducation et de la recherche. Si le Secrétariat technique de l'éducation en situation d'urgence (ST-ESU) n'a plus rendu public de rapport global depuis le mois de mars 2023, il n'en demeure pas moins que l'année scolaire 2023-2024 s'est achevée avec de nombreuses écoles fermées dans plusieurs régions. A titre illustratif, avec 299 établissements au total, la région de l'Est a achevé l'année avec 123 d'entre eux qui ont fonctionné et 176 fermés. De même, de nombreux élèves déplacés internes (EDI) ont pu s'inscrire dans des établissements de leur lieu d'accueil. A contrario, ils sont tout aussi nombreux à abandonner les bancs faute de soutien pour leur permettre d'assurer leur maintien à l'école. En plus, la prise en charge des établissements délocalisés et des EDI n'est pas sans difficultés. Cela engendre une explosion des effectifs pléthoriques notamment dans les zones d'accueil et impacte négativement la qualité de la formation et les conditions de travail. Les luttes que les enseignants « communautaires » ont dû engager à Diapaga autour de leurs conditions extrêmement difficiles de vie au cours de l'année scolaire passée, les nombreux personnels de l'éducation restés bloqués dans des localités à fort défi sécuritaire sans être à mesure de voir leur famille après la fin de l'année scolaire, illustrent l'hostilité de l'environnement de travail des acteurs du système éducatif.

C'est dans ce contexte difficile pour les acteurs du système éducatifs (personnels, élèves, étudiants, parents d'élèves) qu'intervient, pour compter de cette rentrée, la mesure de la réintroduction de l'Education civique comme une discipline à part entière devant être enseignée par les professeurs d'histoire-géographie et de français-histoire/géographie. Cette décision soulève à juste titre des inquiétudes et des controverses au sein de la communauté éducative, en particulier au niveau des professeurs d'histoire-géographie et de français-Histoire/géographie. Si l'importance de l'enseignement de l'éducation civique n'est pas en débat, il est indiscutable que l'option prise comporte de réelles difficultés. Au titre de celles-ci, on peut citer la surcharge des enseignants ciblés alors que pour l'amélioration de la qualité de l'enseignement, la tendance doit être à la spécialisation disciplinaire ; le manque d'efficacité au plan pédagogique de faire prendre en charge deux, voire trois disciplines d'enseignement par un seul enseignant ; l'absence de formation préalable de ceux à qui l'on impute l'enseignement de cette discipline ; etc. Qu'est-ce qui justifie cette précipitation dans la mise en œuvre de

cette mesure ? Pourquoi n'a-t-on pas opté de confier l'enseignement de cette discipline à de jeunes recrues avec un double avantage à savoir celui de spécialisation et celui de résorption de chômage des jeunes ?

Toute autre chose est la décision prise de généraliser l'institutionnalisation du port d'une tenue scolaire en Faso dan fani. Certes, le gouvernement a précisé que cela doit se faire « sans contraintes ». Il est impératif que cette orientation soit respectée afin d'éviter que la mesure n'engendre des difficultés, voire des conflits dans le milieu scolaire.

Cette rentrée s'effectue également au moment où le gouvernement vient de scinder le Ministère de l'Éducation nationale et de la Promotion des Langues nationales (MENAPLN) en deux départements ministériels à savoir le Ministère de l'Enseignement de Base et de la Promotion des Langues nationales et le Ministère de l'Enseignement secondaire et de la Formation professionnelle et technique (MESFPT). Au-delà des difficultés d'ordre pratique que cette option politique occasionne à cette rentrée, il faut s'interroger sur les enjeux de celle-ci. En effet, sur quelle pertinence repose réellement l'existence de trois (3) départements ministériels dans un pays en proie à une crise sécuritaire sans précédent et qui touche profondément le système éducatif et la recherche ? Quel bilan a-t-on fait de la création d'un ministère de l'éducation nationale regroupant les ordres d'enseignement allant du préscolaire au secondaire ? Quels sont les graves problèmes qui se posaient avec le MENAPLN et que le découpage actuel est sensé résoudre ? Autant d'interrogations qui taraudent l'esprit des acteurs de la communauté éducative qui appellent de tous leurs vœux la construction d'un système éducatif cohérent, de qualité et accessible aux enfants du peuple.

A contrario, il faut saluer la prise en compte de la revendication des organisations syndicales se rapportant à l'organisation d'une conférence annuelle pédagogique prenant en compte l'ensemble des enseignants du post-primaire et du secondaire. Les journées pédagogiques tenues en ce mois de septembre constituent une avancée. Toutefois, cela mérite d'être consolidé à la fois au plan la régularité que dans leur contenu de ce cadre de formation continue. Il faudra également œuvrer à la mise en place de cadres de formation réguliers des différentes catégories de personnels. En ce qui concerne le thème de cette session de formation qui a porté sur l'Approche par les compétences/ Pédagogie intégratrice (APC/PI), il faut rappeler et avoir à l'esprit que cette approche est le pendant du système LMD dans le post-primaire et secondaire. Ceci justifie le lien constant qu'établissent ses porteurs entre celle-ci et l'harmonisation du Baccalauréat que l'UEMOA tente d'imposer dans son espace géographique.

Enfin, à l'enseignement supérieur et la recherche, la décision prise de bloquer les vacances pour résorber les retards académiques dont certains s'étalent sur plus d'une année apparaît plus comme une communication politique qu'une voie appropriée de résolution de cette question et asseoir une formation de qualité au profit de la jeunesse et du développement du pays. Il sied à présent de faire le bilan de cette opération de magicien pour en tirer toutes les leçons. La problématique de l'accès à l'enseignement supérieur elle, se pose toujours pour les enfants du peuple avec acuité au regard des contingentements dans certaines filières dans les universités publiques tandis que l'enseignement supérieur privé demeure inaccessible financièrement. La recherche quant à elle, est presque abandonnée au profit de projets et programmes qui sont aujourd'hui hypothéqués du fait de l'impact de la situation du pays au plan sécuritaire et politique.

Tenant compte de ce contexte qui marque cette nouvelle rentrée scolaire et académique et pour la réalisation d'une continuité éducative de qualité, la F-SYNTER :

- 1) Interpelle le gouvernement à :

- créer les conditions pour rendre effectif le droit à une éducation de qualité et accessible à tous les enfants du peuple ;
  - assurer un financement conséquent de l'éducation et de la recherche, élément important d'une réelle indépendance du pays ;
  - prendre les mesures conséquentes d'accompagnement en vue de la prise en charge efficiente des élèves déplacés internes ;
- 2) Invite les parents d'élèves à s'organiser de façon indépendante et conséquente pour poser et prendre en charge les préoccupations du système éducatif ;
- 3) Appelle les travailleurs de l'éducation et de la recherche à :
- une redynamisation et une meilleure organisation de leur organisation syndicale gage d'une meilleure défense de leurs intérêts matériels et moraux, d'une éducation de qualité ;
  - un renforcement de l'unité d'action à la base, d'une part entre travailleurs et d'autre part entre élèves, étudiants et parents d'élèves.

**Bonne rentrée scolaire et académique à toutes et tous !**

**Pain et liberté pour le peuple !**

**Pour le Bureau National Fédéral**

**Souleymane BADIÉL**  
**Secrétaire Général Fédéral**